

transform!

Réseau européen pour une pensée alternative et un dialogue politique

La lutte dans les universités grecques

Un accueil alternatif à l'Université d'Athènes

Par Sissy Velissariou - 28 octobre 2013

L'enseignement universitaire grec traverse la phase la plus critique de son histoire, parce que le ministère de l'Éducation met en œuvre un programme de mobilité sévère pour le personnel administratif et technique des huit plus grandes universités du pays .

Ce système repose sur des mutations obligatoires qui, de fait, masquent la réalité, à savoir que la plupart sera finalement mise à la porte.

Les deux grandes universités, l'Université nationale et d 'Athènes (UoA) et l'Université technique nationale d'Athènes (NTUA) , qui sont les plus durement touchées, perdront respectivement, pour la première, 40 % de son personnel et, pour la deuxième, 45 % : en bref, elles ne pourront pas fonctionner.

Le régime de " mobilité " pour les universités qui sont, selon la loi, des institutions autogérées, n'a pas été discuté avec leur administration avant que gouvernement n'essaie de faire respecter sa décision. Il s'agit donc d'un plan en conflit direct avec les évaluations internes des institutions menées selon les directives gouvernementales. Selon les établissements eux-mêmes, elles sont en sous-effectif. Par exemple, à l'UoA, il y a 1316 employés pour 65 682 étudiants et 1 974 personnels universitaires alors que l'Université affirme que le minimum de personnel administratif et technique nécessaire est 1917. Il manque donc 601 employés, le ratio personnel administratif et technique par étudiant étant de 1,66 pour 100, alors que, par exemple , dans les universités britanniques, la moyenne est de 7,9 pour 100 et dans les universités américaines de 9,5 pour 100.

Le Mouvement de Résistance

Au cours des 6 dernières semaines, les employés et le personnel universitaire de l'UoA et de la NTUA étaient en grève et, dans le même temps, le fonctionnement des deux universités a été suspendu. En Grèce, il y a, à l'université, une longue histoire de puissant mouvement de résistance contre les politiques gouvernementales destructives telles que, par exemple, la mise en œuvre du processus de Bologne et la tentative de « coup d'Etat » pour abolir l'article 16 de la Constitution qui déclare le caractère public et gratuit de l'enseignement supérieur. Cependant c'est la première fois que les barrières habituelles entre le personnel administratif et les universitaires ont sauté dans et par la même lutte sur la base de la prise de conscience commune que si les mesures de « mobilité » du gouvernement néolibéral passent ce sera la fin des deux universités. Cela entraînera des fusions de l'ensemble des écoles et des

départements, ce qui fera peser des menaces sur le personnel enseignant lui-même. Il est évident que le licenciement des employés est le premier maillon de la chaîne de licenciements universitaires, déjà discrètement mis en œuvre par le licenciement du personnel universitaire contractuel. La lutte de l'ensemble de la communauté universitaire se fonde sur le développement de la solidarité et le soutien prioritaire du personnel universitaire qui subira une lourde perte financière du fait de la grève, mais aussi du personnel administratif et technique d'autres universités, qui ne sont pas actuellement touchées, à l'égard de leurs collègues .

Ce mouvement massif revêt de multiples facettes et a pris des formes originales. Je vais m'intéresser à une appropriation hégémonique particulière des cérémonies officielles de l'université ainsi que des lieux où elles se déroulent. Les syndicats du personnel enseignant de l'UoA et de la NTUA, en coopération avec les syndicats des employés des deux universités ont organisé l'inauguration de la nouvelle année universitaire pour les étudiants de première année en deux événements parallèles, le 9 octobre 2013. L'idée était d'offrir un accueil alternatif où les nouveaux étudiants et leurs parents, trompés par la forte propagande systématique des médias contre les mobilisations, seraient informés par leurs propres enseignants en grève sur les véritables raisons de la grève. Ces initiatives inédites ont eu un énorme succès puisqu'environ 4000 étudiants et parents sont venus à l'UoA et environ 1500 à la NTUA. En ce qui concerne l'UoA, en raison de cette présence inattendue et massive, les organisateurs ont dû ouvrir la réunion sur le terrain des Propylées à l'extérieur de la grande salle de cérémonie ! Lors de cette cérémonie passionnante également en présence des présidents de la Faculté de droit et de théologie, le Recteur a félicité les étudiants de première année pour avoir réussi à entrer dans une institution internationalement classée comme une des meilleures universités du monde. Il en a appelé à leur compréhension et à leur soutien en insistant sur le fait que le coût personnel pour la perte du semestre d'automne est moins important que la condamnation des générations future à un enseignement pauvre et dégradé et que le naufrage de la Grèce dans l'ignorance. Selon ses propres mots, « l'université s'est ouverte aux luttes sociales depuis de nombreuses décennies. Il est grand temps qu'elle défende sa propre survie », paroles qui ont été applaudies par les étudiants. Il a terminé son discours en remettant en cause le ministère qui a demandé des poursuites officielles à l'encontre de ces recteurs indisciplinés : « Je n'ai rien fait de mal. Laissez-les m'arrêter ! »

Le message de cette initiative très originale par laquelle la communauté universitaire en grève a invité les étudiants pour un accueil alternatif était que la véritable université est ici dans son bâtiment historique et qu'elle se soucie et se bat pour la protection de la qualité de l'université et son fonctionnement démocratique. *Last but not least*, la communauté universitaire se bat pour l'avenir de la Grèce au sein du chaos et de la catastrophe qui la menace à cause du mémorandum et du gouvernement qui tente servilement de nous l'imposer à tous.

Pétition

Protégez le statut et le personnel des universités grecques

Huit universités grecques (Université d'Athènes, Université Aristote de Thessalonique, École polytechnique d'Athènes, Université d'économie et d'affaires ainsi que les Universités de Crète, Ioannina, Thessalie et Patras) ont été contraintes de mettre un terme à toutes leurs activités à la suite de la décision du ministère grec de l'éducation de suspendre unilatéralement 1349 employés administratifs universitaires.

L'impact sur l'enseignement, la recherche, le travail clinique et la collaboration internationale est sans précédent et les menaces qui pèsent sur l'enseignement supérieur en Grèce à la suite des sévères mesures d'austérité imposées par l'UE sont une grande source d'inquiétude bien au-delà des frontières grecques .

En tant qu'universitaires, travailleurs de l'université, étudiants et autres, nous demandons à l'UE et au gouvernement grec de défendre le statut et le personnel des universités grecques, de garantir qu'ils pourront continuer à s'engager dans l'éducation et la recherche et de reconnaître que ces institutions sont plus importantes maintenant que jamais .

Ils sont et doivent rester des porte-étendard de la pensée critique dans une Europe dont les structures sociales sont érodées par des compressions massives et sur lesquelles l'ombre de l'extrémisme de droite se profile.

Signez la pétition [ici](#).

Attitude scandaleuse de la droite au Parlement Les tactiques réactionnaires honteuses de la droite reportent le vote sur les droits sexuels et génésiques

Le groupe GUE / NGL condamne fermement le comportement méprisable de groupes de droite réactionnaire au Parlement et de militants anti-avortement qui ont réussi avec succès à reporter un vote crucial sur la santé et les droits sexuels et génésiques aujourd'hui.

351 députés ont voté pour repousser le vote et 319 ont voté pour maintenir ce point à l'ordre du jour.

La Présidente GUE / NGL, Gabi Zimmer, a condamné le résultat du vote qui a repoussé le vote sur les droits sexuels et génésiques : « Le comportement d'aujourd'hui est scandaleux. Nous avons eu un rapport très équilibré qui a été enrichi par des amendements provenant de tous les groupes politiques. J'ai eu honte de m'asseoir en plénière aujourd'hui et d'avoir un tel comportement sous les yeux " .

« C'est un spectacle écoeurant des tactiques politiques de la droite au Parlement et le report du vote ne signifie rien d'autre qu'un renvoi au comité qui reviendra avec la même majorité que avant , » a commenté le député GUE / NGL et président du Comité des droits de la femme et de l'égalité des sexes du Parlement, Mikael Gustafsson. « C'est un jour sombre pour ceux qui croient que la santé et les droits sexuels et génésiques sont essentiels à la réalisation de l'égalité des genres dans l'UE et au-delà . »

« Ceux qui sont à ce point contre les mesures nécessaires et progressistes présentées dans ce rapport vivent dans des âges sombres. Ils ont montré que l'intolérance et les cris sont leurs méthodes préférées » .

Il a poursuivi : « Nous devons impérativement défendre le droit des femmes à un avortement sans risque et légal ainsi que le droit pour tous à l'éducation globale et non - discriminatoire à la sexualité ; nous devons aussi défendre les droits des personnes LGTB. »

Nouvelle publication transform! Revue n°13

Le numéro 13 de la revue transform! intitulé « Europe : Une autre voie » paraîtra début décembre. Ce numéro, porte sur les défis posés à la gauche pour les prochaines élections européennes. Ce nouveau numéro présente des contributions de Pierre Laurent, Alexis Tsipras, Inger Johansen, Michael Brie, Steffen Lehndorff, Mario Pianta, Andre Tosel, Manuela Kropp, Cornelia Ernst, Marie Christine Vergiat etc., ainsi qu'une interview de la secrétaire Générale de la CES, Bernadette Ségol.

Il sera disponible en anglais, français, allemand et grec.

Vous pouvez le commander par e-mail à : office@transform-network.net

Et à espaces_marx@espaces-marx.org

Données, profils, valeurs et opinions personnels des délégués au 3e Congrès du PGE 2010 Étude sur le Parti de la gauche européenne

Auteur Haris Golemis , Vagia Lysikatou

L'étude a été menée par transform! europe et l'institut Nicos Poulantzas au cours du 3e Congrès du Parti de la gauche européenne, qui s'est tenu à Paris les 3-5 décembre 2010. Elle s'appuie sur les réponses données à un questionnaire par les délégués du Congrès .

Cette étude est un des résultats du projet en cours, depuis 2009, « Stratégie de la gauche » mené par transform! europe, traitant des questions qui peuvent être utiles aux partis de la gauche dite « radicale » ou « transformatrice », ainsi que du PGE, pour établir leurs politiques.

Le PGE lui-même a mené une étude similaire dans le passé ; elle était basée sur un questionnaire auquel ont répondu les délégués de son 2e Congrès, à Prague les 23-25 novembre 2007. La présente enquête transform! / NPI est le premier exercice approfondi de ce type qui aura un suivi permettant d'établir des comparaisons significatives entre les différents résultats.

Le texte est divisé en quatre parties :

- A. Profil des délégués
- B. Valeurs des délégués
- C. Opinions des délégués sur diverses questions
- D. Évaluation du Parti de la gauche européenne par les délégués

Les spécifications techniques de l'enquête (méthode d'échantillonnage, taille de l'échantillon, classification régionale des partis des délégués, questionnaire) sont inclus dans l'annexe. Les réponses au questionnaire ont été classées par sexe, âge et région. Sur certaines questions, cette classification a révélé des différences significatives dans les réponses des délégués. Les différences régionales sont plus distinctes, en particulier en ce qui concerne les réponses des délégués représentant les partis d'Europe de l'Est.

Vous trouverez l'enquête intégrale (pdf) à droite.

Résumé succinct

A. Profil des délégués

Les délégués au 3ème Congrès du PGE ont en moyenne plus de 45 ans ; les diplômés universitaires et les utilisateurs fréquents d'Internet (qui, toutefois, ne visitent que rarement ou jamais le site et portail EL / PGE) ; ils sont capables de communiquer principalement en anglais et sont des cadres de haut niveau de leur partis dans lesquels ils sont actifs depuis plus de 10 ans. Ils ont (ou ont eu dans le passé) un taux très élevé de participation dans les syndicats, mais pas dans les mouvements sociaux, à l'exception des organisations d'étudiants / jeunes. Ils sont salariés avec des revenus très différenciés en termes régionaux : l'écrasante majorité des délégués des partis d'Europe de l'Est gagnent moins de 20.000 euros par an, contrairement aux délégués d'Europe du Nord et du Sud. Les délégués d'Europe occidentale ont également un revenu annuel autour de 20.000 euros.

Cette partie montre également que la plupart des délégués mariés ayant des enfants sont des hommes, une preuve supplémentaire des problèmes rencontrés par les femmes impliquées dans la politique. À cet égard, on doit féliciter le PGE pour son respect du principe d'égalité entre les genres tant pour les délégués au Congrès que pour les membres de sa direction.

B. Valeurs de délégués

Alors que la plus grande partie du Congrès considère les immigrés de manière positive, ce n'est pas le cas pour les délégués d'Europe de l'Est. Les délégués n'acceptent généralement pas la violence comme moyen légitime de lutte sociale et politique, mais là encore, les plus jeunes d'entre eux (18-24 ans) font exception et expriment le point de vue opposé. Enfin, la grande majorité des délégués adoptent les valeurs dites « libertaires » sur certaines questions (légalisation de la consommation de cannabis, mariages entre personnes de même sexe, droit à l'avortement des femmes) et ils ne sont pas religieux.

C. Points de vue des délégués sur diverses questions

Les délégués sont pessimistes en ce qui concerne la sortie de la crise, mais ne croient pas que cela ait influencé l'attitude de leurs partis à l'égard de l'UE. Ils voient les mouvements sociaux comme une force amie et la grande majorité d'entre eux, à l'exception des Européens de l'Est, pensent qu'ils ont influencé de façon significative leurs partis nationaux. Ils se considèrent comme plus « à gauche » que leurs partis, qui, selon eux, sont à gauche du Parti de la gauche européenne. Les délégués de l'Est divergent de cette règle générale et situent le PGE à gauche de leurs partis.

Les délégués ne sont pas satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays, l'insatisfaction dans le groupe d'âge 18-24 ans atteignant 100 %. La même chose s'applique à l'UE, mais à un degré moindre, en particulier dans le cas des jeunes et des délégués d'Europe de l'Est. La plus grande partie du Congrès estime que l'UE a généralement fait du mal à leur pays, les délégués d'Europe de l'Est exprimant exactement l'avis contraire.

D. Évaluation du Parti de la gauche européenne par les délégués

L'opinion majoritaire parmi les délégués au Congrès concernant le discours du PGE, c'est qu'il est « anticapitaliste », « alternatif » et « de transformation ». Les délégués pensent que le PGE a une politique claire sur la plupart des questions politiques, mais un examen plus approfondi des réponses montre un manque important d'informations concernant ces politiques. La même chose est vraie pour les instances du parti, où les réponses positives générales sont accompagnées d'un pourcentage élevé de réponses « ne sait pas ». La plupart des délégués au 3e Congrès du PGE ne pensent pas que le PGE a un impact significatif sur leurs partis nationaux ou sur les politiques de l'UE. Ici aussi, l'opinion des délégués d'Europe de l'Est est différente. L'opinion majoritaire est que le PGE devrait s'intéresser principalement aux questions concernant la crise, le chômage, l'environnement, la protection sociale et de l'immigration. Enfin, la plupart des délégués préfèrent plus une structure du PGE plus souple que « stricte », les délégués des partis d'Europe de l'Est se divisant en deux.